



n° 150 - Juillet 2012

Évolution de l'emploi dans l'Aube

Une restructuration du tissu productif avancée, facteur de résistance à la crise

Dans l'Aube, la mutation du tissu productif avance à un rythme soutenu durant la période de croissance d'avant-crise. L'industrie auboise, encore spécialisée dans le textile-habillement, doit plus que dans les autres départements s'adapter à la concurrence étrangère et gagner en compétitivité au détriment des emplois. Si les efforts de restructuration du tissu productif permettent de limiter les pertes d'emploi durant la crise 2008-2009, ils freinent également l'amélioration de l'emploi lors de la reprise de l'activité sur la période 2010-2011.

Fin 2011, avec 66 500 salariés, l'Aube pèse pour 23 % dans l'emploi des secteurs marchands non agricoles de Champagne-Ardenne. Parmi ces emplois, 29 % sont localisés dans l'industrie, soit autant qu'au niveau régional et neuf points de plus qu'au niveau national. Avec les magasins d'usine et les centres de marques, le secteur du commerce occupe 21 % des salariés aubois, un point de plus qu'au niveau national. A contrario, comme au niveau régional, les services marchands sont en retrait avec 36 % des salariés, soit dix points de moins qu'au niveau national.

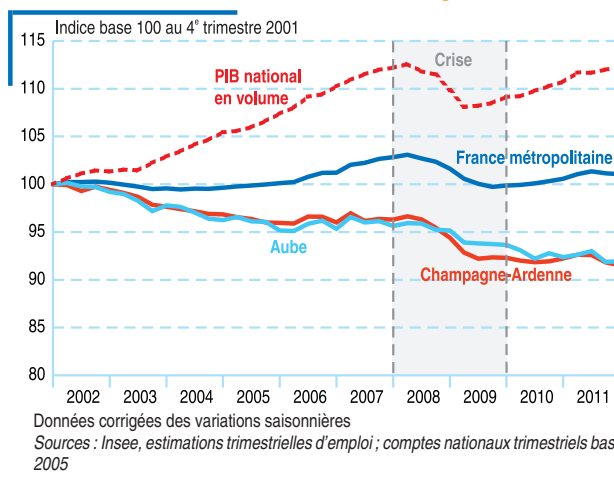
Entre fin 2001 et fin 2011, l'emploi salarié marchand auboise évolue dans la tendance régionale (-0,8 % par an) et nettement moins favorablement qu'au niveau national (+0,1 %). Lors de la période de croissance économique 2001-2007, la baisse des emplois est légèrement plus forte qu'au niveau régional, en raison de la forte contraction des emplois industriels. Pendant la crise, l'Aube connaît de moindres

pertes d'emploi (-1,0 % par an) qu'en Champagne-Ardenne (-2,1 %). À l'inverse, l'emploi auboise diminue à un rythme deux fois plus important que l'emploi régional au cours de la période récente (-0,9 % par an contre -0,4 % entre fin 2009 et fin 2011).

2001-2007 : avec les grandes difficultés du secteur du textile-habillement, l'emploi industriel diminue fortement

Entre 2001 et 2007, période de croissance qui précède la crise, l'Aube connaît une perte de 3 200 emplois salariés, soit une baisse de -0,7 % par an en moyenne, contrairement à la tendance nationale (+0,5 %). L'industrie contribue en grande partie à ce

Évolution de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles



>> Le département de l'Aube

Au 1^{er} janvier 2009, avec 303 300 habitants, l'Aube regroupe 23 % de la population régionale. L'agglomération de Troyes, la deuxième plus peuplée de la région, occupe une place centrale dans le département. Entre 1999 et 2009, l'Aube est le seul département de Champagne-Ardenne à connaître un accroissement de population (+11 200 habitants en dix ans, soit un gain de +0,38 % par an en moyenne), le solde migratoire positif des arrivées sur les départs venant s'ajouter à l'excédent des naissances sur les décès. La proximité de l'Île-de-France et la liaison ferroviaire qui relie Troyes à Paris en une heure trente en desservant de nombreuses petites villes, constituent autant d'atouts pour l'attractivité résidentielle du département qui se traduit par un nombre croissant d'arrivées de Franciliens. Le département bénéficie aussi de sa position au carrefour autoroutier de l'A5 et l'A26, à la croisée des grands axes européens, Londres/Milan, Rotterdam/Barcelone, Paris/Europe de l'Est ; son port fluvial de Nogent-sur-Seine, 2^e port céréalier de France, permet des liaisons directes avec Le Havre. L'Aube accueille plusieurs structures de recherche et d'enseignement supérieur : une des trois Universités technologiques de France, une École Supérieure de Commerce, un Centre de l'Institut français du textile et habillement spécialisé dans l'ingénierie de la maille...

différentiel de croissance avec la suppression de 5 500 emplois, soit une baisse de -3,6 %, supérieure à la moyenne régionale (-2,5 %) et nationale (-2,0 %). Le fort déclin de l'industrie auboise résulte de sa spécialisation encore marquée dans le textile-habillement : fin 2001, 7 500 salariés exercent leur activité dans ce secteur, soit 10 % de l'emploi salarié marchand auboise, un poids six fois plus élevé qu'au niveau national. Entre 2001 et 2007, le secteur du textile-habillement, fortement concurrencé par les pays émergents, connaît en France la plus forte baisse de l'emploi. La situation est davantage aggravée dans l'Aube en raison de sa spécialisation dans la fabrication d'articles en maille (pull-over, sous-vêtement, bas et chaussette) : avec une perte nette de 3 500 emplois en six ans, la baisse des emplois atteint -9,9 % en moyenne

annuelle contre -7,7 % en France métropolitaine. Les autres secteurs industriels fortement présents dans le département - bois, produits en caoutchouc ou plastique et métallurgie - connaissent des baisses proches des évolutions nationales et perdent à eux trois 900 emplois au cours de la période. Seules les industries agroalimentaires, diversifiées dans de nombreuses activités - chocolaterie, céréales, sucreries...- connaissent une évolution de l'emploi salarié moins défavorable qu'au niveau national (+0,0 % contre -0,7 %).



2001-2007 : un moindre développement de l'intérim

Malgré une composante industrielle marquée, l'intérim se développe peu dans l'Aube : fin 2007, son poids dans l'emploi salarié marchand (4,0 %) est proche de celui de France métropolitaine (4,1 %) et inférieur au poids régional (4,9 %). Entre 2001 et 2007, l'Aube se singularise même par une légère baisse de l'intérim (-150 emplois), alors que ce secteur progresse dans les autres départements de la région et au niveau national. Cette situation semble liée aux difficultés de quelques grands établissements industriels fortement utilisateurs d'intérim. En effet, dans l'Aube, avec 54 % des intérimaires exerçant leur mission dans l'industrie, soit onze points de plus qu'au niveau national, le secteur de l'intérim est fortement dépendant de l'activité industrielle. Or, dans la fabrication de matériels de transport où le recours à l'intérim est important, l'emploi baisse de -5,4 % par an en moyenne, contre -0,8 % dans la région et -1,2 % au niveau national. Dans le département, l'emploi du secteur est fortement concentré dans quelques grands établissements dont *Cycleurope*, spécialisé dans la fabrication de vélos qui connaît de grandes difficultés au cours de cette période.



2001-2007 : la tertiarisation des emplois progresse à un rythme soutenu

Dans l'Aube, les services marchands hors intérim se développent et permettent au département de rattraper une partie de son retard en matière de tertiarisation des emplois. Entre fin 2001 et fin 2007, les services marchands hors intérim

Les dix plus grands établissements industriels de l'Aube fin 2007

Raison sociale	Secteur d'activité	Tranche d'effectif salarié
PNEUMATIQUES KLEBER	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	750 à 999
PETIT-BATEAU	Fabric. textiles, industries habillement, cuir et chaussure	500 à 749
VALCO	Autres industries manufacturières	500 à 749
PETITJEAN SAS	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	500 à 749
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE	Production et distribution d'électricité	500 à 749
MEFRO ROUES FRANCE	Fabrication de matériels de transport	500 à 749
DEVANLAY S.A.	Fabric. textiles, industries habillement, cuir et chaussure	500 à 749
VACHETTE	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	250 à 499
ÉTABLISSEMENTS JACQUOT ET COMPAGNIE	Fabrication de denrées alimentaires, boissons	250 à 499
SMPA	Travail du bois, industries du papier et imprimerie	250 à 499

Avertissement : depuis le 31/12/2007, certains établissements ont pu fermer ou voir leur effectif évoluer
Source : Insee, Clap

rim créent 1 800 emplois, soit une hausse de +1,4 % par an contre +1,2 % au niveau national. Dans les services marchands, les activités de services administratifs et de soutien créent 1 500 emplois en bénéficiant de l'externalisation d'activités des entreprises industrielles - nettoyage sécurité... - et de l'implantation d'un important centre d'appel employeur de 350 salariés. Fin 2007, les services marchands hors intérim regroupent 33 % des emplois salariés marchands du département, une part encore nettement inférieure au niveau national (45 %).

Fortement dépendants des évolutions démographiques, les secteurs de la construction et du commerce évoluent plus favorablement dans l'Aube que dans la région : entre 2001 et 2007, la construction crée 700 emplois (+1,7 % en moyenne annuelle) et le commerce stabilise ses emplois, contre une baisse annuelle de -0,5 % dans la région et une augmentation de +0,7 % au niveau national.



2008-2009 : l'industrie, déjà en partie restructurée, résiste mieux à la crise

La crise économique de 2008-2009 touche relativement moins l'Aube. Entre fin 2007 et fin 2009, l'emploi salarié marchand diminue moins qu'au niveau régional ou national, avec -1,0 % en moyenne annuelle contre respectivement -2,1 % et -1,5 %. Les emplois salariés marchands aubois passent de 69 200 fin 2007 à 67 800 deux ans plus tard, en raison des difficultés de l'industrie qui contribuent pour 1 700 emplois à ces pertes. Néanmoins, dans le département, la crise n'amplifie pas la baisse tendancielle des emplois industriels qui demeure proche du rythme d'avant crise (-3,8 % en moyenne annuelle), contrairement à la tendance régionale (-4,6 %) et nationale (-3,8 %).

Au cours de la crise, l'industrie auboise du textile-habillement connaît les plus grandes difficultés avec 500 nouvelles pertes d'emploi. Mais, contrairement à la période 2001-2007, les baisses d'emploi sont moins fortes qu'en France (-6,6 % par an contre -8,5 %). Les deux plus grands établissements du secteur - *Petit Bateau* et *Devanlay-Lacoste* -, forts d'une renommée internationale renforcée par leur stratégie commerciale maintiennent leurs effectifs. L'absence dans l'Aube d'établissements du textile lié à la sous-traitance de l'industrie automobile, activité fortement impactée par la crise, pourrait aussi expliquer cette moindre diminution de l'emploi. Dans les industries du bois et la fabrication de produits de

caoutchouc et en plastique, deux autres spécificités industrielles aubois, les évolutions d'emploi sont proches de celles observées au niveau national, avec une perte de 400 emplois dans les deux secteurs réunis.

Le dispositif de chômage partiel, destiné à maintenir les salariés dans leur entreprise en période de ralentissement de l'activité, semble avoir eu un moindre rôle dans la résistance de l'industrie auboise à la crise qu'au niveau régional. En 2008 et 2009, les établissements industriels aubois consomment 750 000 heures de chômage partiel, soit 17 % des heures utilisées en Champagne-Ardenne ces deux années, alors que le département pèse pour 23 % dans l'emploi industriel régional. En 2009, au plus fort de l'utilisation de la mesure, le nombre d'heures de chômage partiel utilisées atteint, en moyenne, 30 heures par emploi industriel dans l'Aube, contre 40 en Champagne-Ardenne et 20 en France métropolitaine.



2008-2009 : des pertes limitées dans l'intérim ; les emplois tertiaires continuent de progresser

Premier secteur touché par la crise au niveau national, le secteur de l'intérim perd, dans l'Aube, 10,7 % de ses effectifs par an, soit 600 emplois entre fin 2007 et fin 2009. La baisse est cependant moins marquée qu'au niveau national (-12,6 %) en raison de la meilleure résistance de l'industrie mais également de la bonne tenue des secteurs de la construction et des transports, secteurs ayant le plus fortement recours à l'intérim après l'industrie. Dans ces deux secteurs, les effets de la crise sont moins marqués dans l'Aube qu'en Champagne-Ardenne et qu'au niveau national. En particulier, dans la construction, l'emploi augmente de +0,3 % en moyenne annuelle alors qu'il connaît une baisse en Champagne-Ardenne (-0,4 %) et au niveau national (-1,0 %).

Le commerce aubois résiste mieux aussi en gagnant 100 emplois, soit +0,3 % par an, contre -1,0 % dans la région et -0,9 % en France métropolitaine. Une partie de ce résultat s'explique par la restructuration d'un grand établissement industriel de 100 salariés, fin 2007 : *Doré Doré*, fabricant de chaussettes haut de gamme qui, en recentrant son activité sur la distribution et en délocalisant son activité industrielle en Italie, passe du secteur de l'industrie à celui du commerce de détail d'habillement. Sans la restructuration de cet établissement, l'emploi dans le commerce aubois aurait été stable au cours de la crise.

Évolution annuelle moyenne de l'emploi salarié marchand non agricole

	Période 2001-2007			Période 2008-2009			Période 2010-2011			Emploi fin 2001	Emploi fin 2011	Évolution de l'emploi entre 2001 et 2011
	Aube	Champagne-Ardenne	France métropolitaine	Aube	Champagne-Ardenne	France métropolitaine	Aube	Champagne-Ardenne	France métropolitaine			
Industrie	-3,6	-2,5	-2,0	-3,8	-4,6	-3,4	-3,4	-2,6	-0,9	28 000	19 400	-8 600
Construction	1,7	1,4	2,5	0,3	-0,4	-1,0	-3,0	-1,9	-0,8	6 600	6 900	300
Commerce	-0,1	-0,5	0,7	0,3	-1,0	-0,9	0,1	-0,2	0,4	13 600	13 700	100
Services marchands hors intérim	1,4	0,3	1,2	1,5	1,0	0,1	0,8	0,8	1,2	21 200	24 100	2 900
Intérim	-0,7	2,4	2,3	-10,7	-16,3	-12,6	4,4	7,6	7,3	2 900	2 400	-500
Ensemble	-0,7	-0,6	0,5	-1,0	-2,1	-1,5	-0,9	-0,4	0,6	72 300	66 500	-5 800

Source : Insee, estimations trimestrielles d'emploi

Les services, hors intérim, restent très dynamiques, créant 700 emplois salariés, soit une hausse de +1,5 %, supérieure à celle de la région (+1,0 %) et au niveau national (+0,1 %) : les activités de support aux entreprises (activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, activités de services administratifs et de soutien) se développent ainsi que les services aux particuliers telles les activités récréatives.



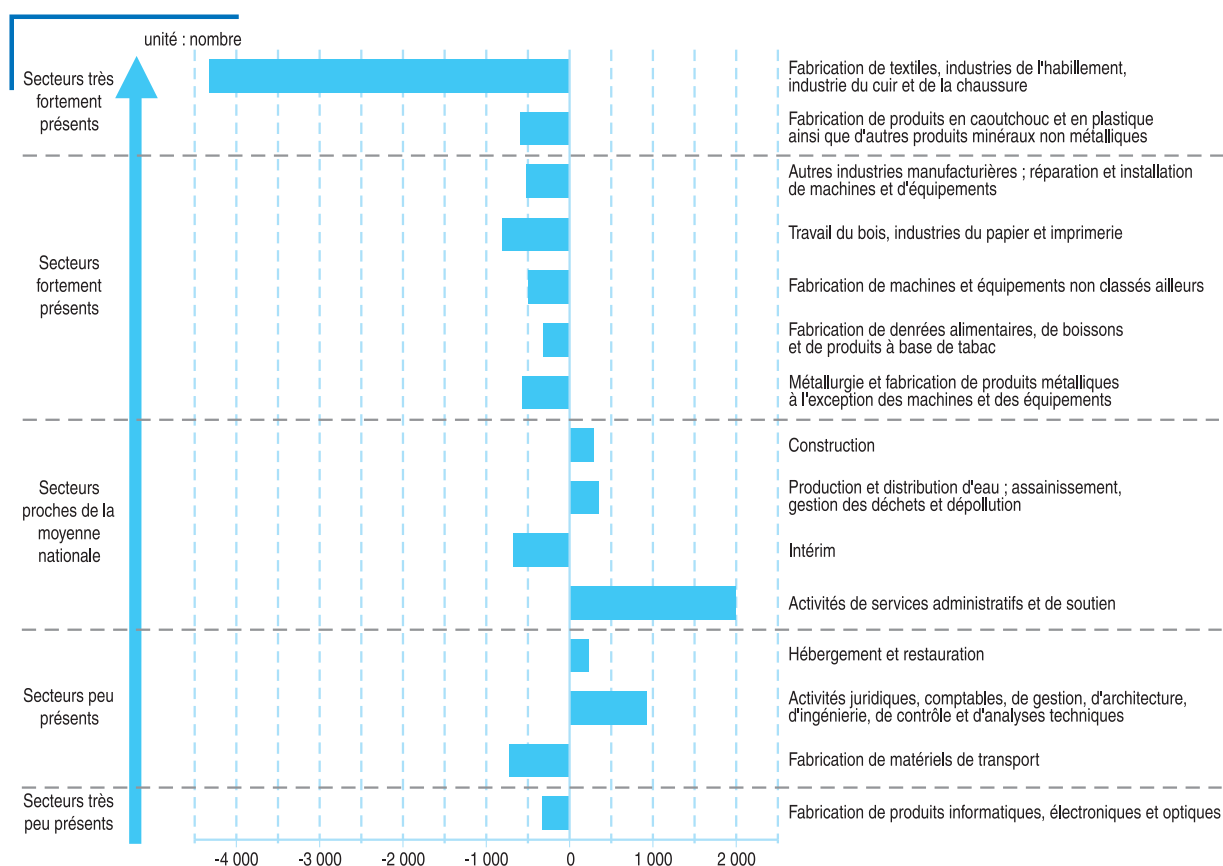
2010-2011 : un moindre effet de la reprise sur l'emploi en raison de la meilleure résistance en période de crise

Entre fin 2009 et fin 2011, la reprise économique se traduit par une hausse de l'emploi en France (+0,6 % par an) et un fort ralentissement des pertes d'emploi en Champagne-Ardenne (-0,4 %). L'Aube ne bénéficie pas de ce retournement : la diminution des emplois se poursuit à un rythme proche de celui de la période de crise avec 1 200 emplois perdus, soit une baisse de -0,9 % en moyenne par an. Contrairement à la région, où l'emploi ne commence à se contracter qu'au second semestre 2011 avec les premiers signes d'essoufflement de la reprise, la baisse dans l'Aube est continue, illustrant une certaine imperméabilité de l'économie auboise à la reprise de l'activité. Cet effet est particulièrement visible dans l'industrie. Ainsi, au

cours de la période 2010-2011, la baisse des emplois industriels se poursuit à un rythme proche des périodes précédentes (-3,4 % en évolution annuelle moyenne, soit une perte de 1 400 emplois) alors que la baisse des emplois ralentit en Champagne-Ardenne (-2,6 %) et au niveau national (-0,9 %). Les secteurs industriels spécifiques au département perdent des emplois, notamment le textile-habillement et l'industrie du bois et du papier, avec les difficultés de la *Société industrielle de reliure et de cartonnage*. Moins présentes sur le territoire, la métallurgie et la fabrication de matériel de transport contribuent également aux baisses d'emploi industriel. Si les effectifs intérimaires augmentent de +4,4 % en moyenne par an entre fin 2009 et fin 2011, la hausse demeure moins soutenue qu'en Champagne-Ardenne (+7,6 %) et qu'au niveau national (+7,3 %). Néanmoins, l'emploi intérimaire dans l'Aube, ayant moins baissé durant la crise, retrouve, fin 2011, 90 % de son niveau de 2007, comme en France métropolitaine.

Dans la construction, secteur dynamique sur les périodes précédentes, le département perd 100 salariés en deux ans, soit une baisse de -3,0 % en moyenne annuelle, contre -1,9 % en Champagne-Ardenne. Les effectifs du commerce restent stables et les services marchands continuent de se développer, avec la création nette de 400 emplois (+0,8 % en moyenne annuelle) soutenue par des embauches au sein des principaux centres d'appel du département.

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux (*) secteurs d'activité sur la période 2001-2011 dans l'Aube



(*) Secteurs au niveau A38 de la NAF Rév.2 dont les évolutions sont supérieures à 200 emplois

Lecture : le secteur de la fabrication de textile, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure est très fortement sur-représenté dans l'Aube, avec une part dans l'emploi total beaucoup plus élevée que la part nationale. À l'inverse, le secteur de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques est très fortement sous-représenté avec une part nettement plus faible qu'au niveau national. Le secteur de la construction n'est pas un secteur spécifique dans l'Aube, son poids étant proche du poids moyen national.

Source : Insee, Estimations d'emploi ; Clap, méthode régionale



Bilan 2001-2011 : une mutation du tissu productif plus avancée qu'au niveau régional

Plus que dans les autres départements de Champagne-Ardenne, le tissu productif aubeois a dû se restructurer pour faire face à la mondialisation, mais au prix d'une diminution de l'emploi : entre 2001 et 2011, l'Aube perd 5 800 emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles, soit une diminution annuelle moyenne de -0,8 %. L'industrie aubeoise connaît de fortes difficultés avec la perte de 8 600 emplois en dix ans, en raison d'une spécialisation encore marquée dans le secteur du textile-habillement. Soumis depuis plus de trente ans à la concurrence des pays émergents, le textile-habillement est le secteur industriel dont l'emploi baisse le plus en France : de nombreuses entreprises recentrent leur activité sur la conception ou le négoce, délocalisent leur production à l'étranger ou cessent leur activité. Dans l'Aube, bénéficiant d'un savoir-faire ancien, les grandes marques et des PME innovantes se positionnent sur des produits à forte valeur ajoutée, en développant le textile technique destiné à l'habillement, au domaine médical (*Filix, New Olympia*) ou pour des vêtements de protection (*Bugis*). Ces procédés qui requièrent davantage de capital et de haute technologie que de main d'œuvre, ne permettent toutefois pas de limiter l'effet des restructurations et fermetures d'établissement sur l'évolution des emplois. Ainsi, dans l'Aube, l'emploi du textile-habillement diminue de plus de moitié en dix ans en passant de 7 500 fin 2001 à 3 200 fin 2011. Représentant 27 % des effectifs industriels du département fin 2001, le secteur contribue pour la moitié aux pertes d'emploi industriel des dix dernières années. Les autres secteurs industriels spécifiques au département mais moins représentés, l'industrie du bois, l'industrie du caoutchouc et la métallurgie, connaissent également des diminutions d'effectif (-2 000 emplois à elles trois en dix ans). La fabrication de matériel de transport, secteur pourtant peu présent sur le territoire, connaît aussi des pertes importantes (700 emplois). Ce secteur, très concentré dans quelques établissements, souffre de la crise de l'automobile et des difficultés pesant sur l'industrie du vélo, spécificité aubeoise.

Les efforts de modernisation du tissu industriel se traduisent également par la recherche de gains de productivité au travers des externalisations de tâches, des entreprises industrielles vers celles des services. Ainsi, le secteur des services hors intérim reste très dynamique sur toute la période, gagnant 2 700 emplois, avec la création nette de 2 000 emplois dans les activités de services et de soutien grâce notamment à l'implantation d'un grand centre d'appel de 400 salariés.

A contrario, le recours à l'emploi intérimaire, instrument permettant un meilleur ajustement de la main d'œuvre aux variations de l'activité, se développe peu dans le département. Entre 2001 et 2011, l'intérim perd 500 salariés soit une baisse de -1,8 % par an en moyenne. L'Aube, se singularise par une diminution de l'intérim au cours de la période d'avant crise, une moindre baisse pendant la crise et par un rebond moins marqué et plus tardif en période de reprise.

Enfin, en comparaison aux autres départements de la région, la situation démographique plus favorable de l'Aube permet aux secteurs de la construction et du commerce de se maintenir : entre 2001 et 2011, la construction crée 300 emplois et l'emploi du commerce reste stable.

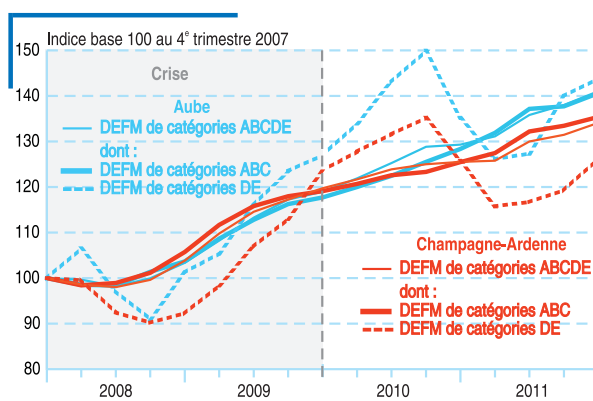


Le nombre de demandeurs d'emploi augmente fortement

Dans l'Aube, avec la perte de 2 700 emplois salariés marchands entre fin 2007, début de la crise, et fin 2011, l'emploi baisse un peu moins fortement qu'au niveau régional (-1,0 % contre -1,3 % en moyenne annuelle). Néanmoins, la demande d'emploi augmente davantage (+8,9 % en moyenne annuelle) qu'au niveau régional (+7,9 %). Fin 2011, 21 800 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories ABC et donc tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, soit 5 800 demandeurs d'emploi de plus que fin 2007.

Durant la période de crise des années 2008 et 2009, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC augmente de +8,5 % par an dans l'Aube, une hausse légèrement moins élevée que dans la région (+9,1 %). Cette moindre augmentation est à relier à la meilleure résistance de l'emploi aubeois face à la crise (-1,0 % contre -2,1 % dans la région). Le recours aux dispositifs d'accompagnement suite à un licenciement économique joue également un rôle important : au plus fort de

Évolution des demandeurs d'emploi



DEFM : demandeurs d'emploi en fin de mois
Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières

Lecture :

- les DEFM de catégories ABC regroupent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.
- les DEFM de catégorie D regroupent les demandeurs d'emploi, sans emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...
- les DEFM de catégorie E regroupent les demandeurs d'emploi, en emploi (bénéficiaires de contrats aidés notamment), non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Sources : STMT Pôle emploi, Dares - calcul des CVS - DIRECCTE Champagne-Ardenne / SESE

la crise, en 2009, la moitié des 700 demandeurs d'emploi de la région en formation dans le cadre des conventions de reclassement personnalisé (CRP) est localisée dans l'Aube. Aussi, les demandeurs d'emploi de catégories D et E, qui incluent notamment les demandeurs d'emploi bénéficiant des CRP, des formations Pôle emploi ou de contrats aidés, augmentent de +12,7 %, contre +11,2 % dans la région. Toutes catégories confondues ABCDE, au cours de la période 2008-2009, la hausse des demandeurs d'emploi reste moins élevée dans le département qu'au niveau régional, +9,1 % contre +9,4 %.

En période de reprise, entre fin 2009 et fin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC continue de croître, à un rythme plus soutenu dans l'Aube (+9,3 % par an), que dans la région (+6,6 %). Au cours de cette période, la plus forte baisse de l'emploi (-0,9 % contre -0,4 % au niveau régional) et

la fin des dispositifs CRP contractés en 2009, d'une durée maximale de douze mois, pèsent sur l'évolution de la demande d'emploi : parmi les demandeurs d'emploi bénéficiaires de CRP, une partie n'a pas retrouvé d'emploi et est reclassée en catégories ABC. Le nombre de CRP contractés dans l'Aube demeurant important en 2010, avec 600 salariés concernés, la demande d'emploi de catégories DE reste quasi stable en 2010 (+0,9 %). En 2011, avec l'essoufflement de la reprise économique du deuxième semestre, les aides accordées augmentent de nouveau : la demande d'emploi de catégories DE croît de 6,4 %.

Fin 2011, l'Aube regroupe 23,5 % de la demande régionale

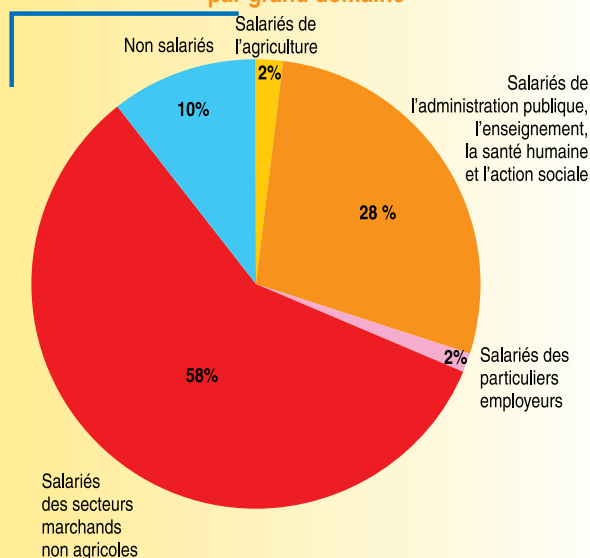
d'emploi de catégories ABC, poids proche de celui du département dans l'ensemble des emplois salariés marchands de la région ; fin 2007, la demande d'emploi auboise de catégories ABC pesait pour 22,6 % dans la demande d'emploi de Champagne-Ardenne. ■

Anh Van Lu, Romain Perron

>> Le champ de l'étude : les emplois salariés des secteurs marchands non agricoles

Afin d'établir un diagnostic du marché du travail au plus proche de l'actualité, l'étude utilise les estimations trimestrielles d'emploi qui permettent d'obtenir des informations au niveau régional et départemental 90 jours après la fin du trimestre passé, soit à la date de cette étude, jusqu'au 4^e trimestre 2011. Le champ de l'étude est en conséquence restreint au champ des estimations trimestrielles d'emploi, celui des salariés des secteurs principalement marchands non agricoles. Ce champ pèse, fin 2007, pour 58 % dans l'emploi total du département.

Répartition de l'emploi total dans l'Aube par grand domaine



Source : Insee, estimations d'emplois localisées 2007

Cette étude, réalisée avec le soutien de la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (Datar) fait l'objet de douze publications : une de niveau régional, quatre de niveau départemental et sept de niveau zone d'emploi.



MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Les estimations d'emploi au niveau A38 de la nomenclature d'activité française (NAF Rév.2) sur 2010-2011 :

les estimations trimestrielles d'emploi ne fournissent des évolutions d'emploi départementales et régionales qu'au niveau A17 de la nomenclature d'activité française (NAF Rév.2). À ce niveau d'agrégation, les principales industries de Champagne-Ardenne - métallurgie, textile et habillement - sont regroupées au sein d'un seul secteur d'activité : la « fabrication d'autres produits industriels ». Seules les estimations annuelles d'emploi localisées, disponibles sur la période 2001-2009, permettent d'obtenir des évolutions d'emploi à un niveau plus fin de la nomenclature (A38) et ainsi d'établir la distinction entre ces secteurs d'activités. Afin d'analyser les évolutions de l'emploi dans l'industrie à un niveau fin durant la période récente (2010 et 2011), la répartition de l'emploi au niveau A38 a été estimée pour les années 2010 et 2011 à partir des estimations trimestrielles d'emploi et de l'exploitation des données Urssaf.

INSEE, direction régionale de Champagne-Ardenne
 10, rue Edouard Mignot - 51079 Reims Cedex - Tél. : 03 26 48 66 60
 Directeur de la publication : Patrick Redor, directeur régional de l'INSEE
 Chef du Service Études et Diffusion : Françoise Courtois-Martignoni
 Rédaction en chef : Sandrine Rigollot
 Secrétaire de fabrication : Hervé Bourgeois - Création de l'image visuelle : 5pointcom
 © INSEE-2011 ISSN 1277-5649 - Dépôt légal 2012

Une version électronique
 de ce document est disponible sur :
www.insee.fr/champagne-ardenne
 Rubrique :
 produits et services, publications